

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 46.331/2
DU 22 AVRIL 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, le 30 mars 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant modification de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, de la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives et de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. De nombreuses dispositions contenues dans l'avant-projet ont déjà été examinées par la section de législation du Conseil d'État dans les avis suivants :

- 1/ l'avis 41.153/2, donné le 25 septembre 2006, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, la loi relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives et la loi relative à la rationalisation du fonctionnement de la gestion de la Loterie nationale";
- 2/ l'avis 41.726/2, donné le 4 décembre 2006, sur "7 amendements à la loi sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs du 7 mai 1999, le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus remplacé par l'arrêté royal du 29 mars 1994 et modifié par les lois des 22 décembre 1998, 4 mai 1999, 8 avril 2003 et 10 août 2005, la loi relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives du 26 juin 1963 et la loi relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la loterie nationale du 19 avril 2002".

.../...

Il est renvoyé à ces avis. L'auteur de l'avant-projet est par conséquent invité à joindre ceux-ci au présent projet de loi lorsqu'il sera déposé au Parlement; il y joindra également les textes sur lesquels portent ces avis et établira un tableau de correspondance qui facilitera le travail d'examen des parlementaires.

2. La qualité rédactionnelle de l'avant-projet gagnerait à être améliorée. L'on veillera, notamment, à la concordance entre les versions française et néerlandaise, à l'harmonisation de la terminologie des dispositions qui contiennent des règles identiques et au respect des règles de légistique ¹. Quelques exemples de rédaction défectueuse seront donnés.

3. C'est sous réserve de ces observations que sont formulées les observations particulières qui suivent.

Observations particulières

Dispositif

Article 3 (modification de l'article 2 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs)

1. Au 8/ en projet, le Conseil d'État se demande si les mots "dont le siège social de l'exploitant ou de l'éditeur est établi dans l'Union européenne" s'appliquent uniquement aux quotidiens et périodiques ou également aux stations de radio et de télévision.

(1) À titre d'exemple, pour les nouveaux articles, l'on abandonnera la numérotation latine (*bis*, *ter*, etc.) au profit de la numérotation préconisée par le code de légistique du Conseil d'État *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 123, www.raadvst-consetat.be.

Dans la seconde hypothèse, l'avant-projet laisserait sous-entendre que les communautés sont compétentes pour agréer toute station de radio ou de télévision dont le siège social de l'exploitant ou de l'éditeur est établi dans l'Union européenne, ce qui n'est pas le cas.

2. L'avant-projet vise "toute station de radio ou de télévision agréée par les Communautés".

La notion d'"agrément" ne correspond pas dans tous les cas au droit actuel des médias des trois communautés.

De l'accord de la représentante du ministre, les mots "agréés par les Communautés" seront omis.

Article 4, 4/ (article 3, alinéa 2, en projet de la même loi)

Sauf à mentionner plus précisément ce que le Roi peut déterminer, l'alinéa 2 en projet paraphrase inutilement l'article 108 de la Constitution et doit être omis.

Article 5 (modification de l'article 3bis)

Dans la phrase liminaire, il est inutile de préciser que la modification porte sur l'alinéa 1^{er}. En effet, depuis l'annulation de l'alinéa 2 par l'arrêt de la Cour constitutionnelle n/ 33/2004 du 10 mars 2004, l'article 3bis n'est plus divisé en alinéas.

Article 6 (article 4 en projet)

Le paragraphe 2, alinéa 2, dispose que

"Le cas échéant, le Roi peut fixer par arrêté délibéré en Conseil des ministres des conditions plus précises pour l'application de ces interdictions."

.../...

Dès lors que les interdictions prévues par l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, en projet sont sanctionnées pénalement en vertu de l'article 64 de la loi du 7 mai 1999, précitée, telle qu'elle sera modifiée par l'article 60 de l'avant-projet examiné, une telle délégation au Roi ne respecte pas le principe de la légalité des incriminations.

De l'accord de la représentante du ministre, cet alinéa sera omis.

Article 7

Dans la version française, il convient de remplacer les mots "cette loi" par les mots "la présente loi".

La même observation vaut pour la suite de l'avant-projet.

Article 8, 2/ (article 6, alinéa 2, en projet)

L'alinéa 2, dispose que "Le nombre est limité" et que "Le Roi peut déterminer la procédure du traitement des demandes de licence en surnombre".

Il y a lieu de mentionner plus précisément ce qui est limité. Le Conseil d'État suppose qu'il s'agit du nombre d'établissements.

Par ailleurs, la législateur ne peut habiliter le Roi à déterminer la procédure du traitement des demandes de licences en surnombre sans avoir préalablement fixé lui-même les principes applicables en la matière.

L'avant-projet doit, dès lors, être complété.

Article 9

Au 4/, le texte devrait mieux faire apparaître qu'il ne vise pas les paris, conformément à l'explication figurant dans le commentaire de la disposition.

.../...

Article 11 (modification de l'article 10)

1. Il y a lieu d'expliquer, dans l'exposé des motifs, la raison de la suppression de la fonction de président suppléant de la Commission.

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, dispose que, "sur [la] proposition du ministre concerné, il peut être mis un terme [par le Roi] au mandat à tout moment...".

Une telle possibilité de révocation *ad nutum* est incompatible avec l'indépendance de la Commission consacrée par le paragraphe 6, en projet, de l'article 10.

3. La modification introduite par le 4/ gagnerait à figurer au paragraphe 3, alinéa 4, et non au paragraphe 3, alinéa 2.

4. Au 7/ (paragraphe 4, en projet), il y a lieu de faire correspondre la version française à la version néerlandaise.

5. Le Conseil d'État n'aperçoit pas l'utilité du paragraphe 4, alinéa 2, en projet. L'équilibre linguistique n'est-il pas assuré par l'article 10, § 2, de la loi du 7 mai 1999, précitée, que l'avant-projet ne modifie pas ?

En tout état de cause, les mots "ordinaires" doivent être omis. Cette observation vaut également pour l'article 15sexies, § 2, en projet.

Article 12 (article 11 en projet)

L'alinéa 2 semble inutile dès lors qu'il fait double emploi avec l'alinéa 3, ce dernier étant, par ailleurs, plus complet.

L'alinéa 2 doit, dès lors, être omis.

À l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, l'on mentionnera également le président.

Article 15 (modification de l'article 15)

La version française du 1/ doit être revue de manière à mieux identifier les termes à supprimer du texte actuel de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 7 mai 1999, précitée.

Une observation analogue vaut pour l'article 45.

Article 16 (article 15bis en projet)

La version française sera adaptée afin de correspondre à la version néerlandaise.

Article 18 (article 15quater en projet)

Le paragraphe 3 en projet dispose que "Les amendes administratives sont infligées par la commission sur l'avis d'agents désignés à cet effet par le Roi".

Le commentaire de l'article ne fournit aucune explication sur cette disposition.

C'est la commission qui inflige l'amende. La question de savoir qui prépare sa décision est une question d'organisation interne qui n'a pas sa place dans l'avant-projet de loi.

Article 21 (article 15septies en projet)

Il y a lieu de préciser le point de départ du délai lorsque les moyens de défense sont présentés par écrit.

Article 22 (article 15octies en projet)

L'exposé des motifs devrait préciser que le tribunal de première instance exercera un contrôle de pleine juridiction.

Article 32 (modification de l'article 32)

Au point 2, la disposition en projet, surtout dans sa version française, n'est pas d'une grande clarté. Il serait plus simple d'écrire :

"Exploiter effectivement les établissements de jeux de hasard et les jeux de hasard pour lesquels une licence a été octroyée."

La même observation vaut pour les articles 35 (37, alinéa 1^{er}, point 5, en projet) et 40 (43septies, point 5, en projet).

Article 39

Une section se subdivise en "sous-sections" et non en "subdivisions". La version française sera donc adaptée.

La même observation vaut pour les articles 40 et 41 de l'avant-projet.

Article 39 (article 43^{ter} en projet)

Le 4/ en projet, seconde phrase, dispose que "L'engagement de ces paris est réservé aux exploitants des agences autorisées à cet effet". Or, aucune disposition de l'avant-projet ne fait état d'une autorisation spéciale pour des "agences" pratiquant ce genre de paris.

Article 39 (article 43^{quater} en projet)

1. Au paragraphe 2 en projet, c'est à l'avant-projet de loi lui-même de déterminer les critères de sélection en tout cas dans leurs éléments essentiels.

2. Ne serait-il pas préférable d'intégrer les dispositions du paragraphe 3 dans l'article 43^{ter} en projet ?

3. Au paragraphe 3, 3/, en projet, dans la version française, il y a lieu d'écrire : "(...) ne peuvent être organisés que par ou moyennant (...)".

Il conviendrait de préciser que l'association en question peut adopter la forme d'une association sans but lucratif.

Article 40 (article 43^{quinquies} en projet)

Au paragraphe 5, alinéa 2, *in fine*, la portée des mots "à titre exceptionnel" n'apparaît pas ². Ces mots doivent être omis.

⁽²⁾ Comparer par exemple avec l'article 43^{quater}, § 3, 1/, *in fine*, en projet.

Article 41 (article 43septies en projet)

Dès lors que l'article 43sexies ne prévoit pas la conclusion d'un accord de coopération avec la Commission des jeux de hasard, le point 4 doit être omis.

Article 42 (article 43nonies en projet)

Il y a lieu de mentionner dans le texte de l'avant-projet la précision, donnée par l'exposé des motifs, selon laquelle la licence supplémentaire ne permet que des activités de même nature que la licence initiale.

Article 44

L'avant-projet ne comprend pas d'article 43 mais comprend deux articles 44.

Le premier article 44 doit, dès lors, devenir l'article 43.

Article 44 (article 43decies en projet)

C'est l'article 2, 8/ et 9/, qu'il faut viser.

Article 44 (article 43undecies en projet)

Le fournisseur de jeu est défini comme "tout type de moyen par lequel un jeu est proposé au joueur".

Une telle disposition ne se concilie pas avec l'article 43quaterdecies, en projet, qui dispose que le fournisseur du jeu doit disposer d'une licence G1. Cela implique de définir le fournisseur du jeu comme une personne et non comme un moyen.

Article 44 (article 43sexiesdecies)

Il y a lieu de préciser qui de l'opérateur, de l'organisateur, du fournisseur ou des entreprises facilitatrices doit être titulaire de la licence G2.

Article 51 (modifications de l'article 52)

Dans la version française, la modification proposée n'est pas claire. Le Conseil d'État s'interroge sur le mot "par" qui débute la nouvelle partie de phrase proposée.

Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une approbation mais d'un agrément.

Article 52 (modifications de l'article 54 de la même loi)

1. Au 2/, le mot "ceci" manque de clarté. La phrase doit être réécrite de manière plus explicite.

2. Au 4/, la modification proposée ne s'intègre pas correctement dans le texte existant.

La même observation vaut pour le 6/.

3. Au 4/, il est fait référence aux "jeux de hasard au sens de [la présente loi] pour lesquels une obligation d'enregistrement existe".

Pour plus de clarté, il y a lieu de renvoyer, à tout le moins dans l'exposé des motifs, aux dispositions de la loi qui prévoient que, pour certains jeux, une obligation d'enregistrement existe.

4. À la suite des modifications proposées, le paragraphe 3, point 5, se lira, comme suit :

"La commission prononce l'exclusion [de la pratique] des jeux de hasard au sens de [la présente] loi pour lesquels une obligation d'enregistrement existe :

5/ des personnes qui ont été exclues par la commission de la pratique de ces jeux de hasard".

Une telle rédaction semble purement tautologique.

S'il s'agit de permettre à la Commission d'exclure d'office ou sur demande de tiers, certaines personnes sur la base de certains critères, ceux-ci doivent être précisés.

5. Il existe déjà un second alinéa au paragraphe 4. Le 7/ sera corrigé en conséquence.

Article 62 (article 71bis en projet)

Cette disposition doit constituer une disposition transitoire autonome de l'avant-projet et non être intégrée dans la loi du 7 mai 1999, précitée.

La même observation vaut pour l'article 63 de l'avant-projet (article 76bis, en projet).

Le Conseil d'État se demande, par ailleurs, pourquoi avoir retenu la date du 1^{er} janvier 2010.

Article 64 (modification de l'intitulé du chapitre VIII du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus)

Dans le texte français, il faut viser le chapitre VIII du titre III du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Article 65 (modification de l'article 2, alinéa 1^{er}, du même Code)

1. Cette modification doit trouver place avant la modification de l'intitulé du chapitre VIII du titre III du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

2. Il faut mentionner les modifications encore en vigueur subies par l'article 2, alinéa 1^{er}, du Code précité.

Article 66 (modification de l'article 66 du même Code)

1. Il faut mentionner les modifications encore en vigueur subies par les dispositions modifiées.

La même observation vaut pour l'article 67.

2. Au 3/, il faut viser le "§ 3" et non le "§ 3, alinéa 2".

Article 68 (modification de la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives)

Il convient d'abroger l'article 12, 1/, de la loi du 26 juin 1963 précitée puisque l'article 8 de cette loi a été abrogé.

Article 69 (modification de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu :

- a) dans la version française, de mentionner l'intitulé exact de la loi du 19 avril 2002, à savoir loi "relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale";
- b) dans la même version, de viser uniquement l'article 3, § 1^{er} (et non l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er});
- c) de préciser que cet article 3, § 1^{er}, a été modifié par la loi du 24 décembre 2002.

Article 70 (modification de l'article 6, § 1^{er}, de la même loi)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de tenir compte, d'une part, du fait que l'article 6, § 1^{er}, n'est pas divisé en alinéas et, d'autre part, du fait que cette disposition a été modifiée par la loi du 24 décembre 2002.

Article 71 (modification de l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi)

1. Il y a lieu d'écrire "ou des paris" et non "et des paris".

2. À l'article 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi, ne faut-il pas adapter la référence faite à la loi du 7 mai 1999, précitée, au nouvel intitulé de cette loi ?

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.331/2
VAN 22 APRIL 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 maart 2009 door de Staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, van de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten, van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Talrijke in het voorontwerp vervatte bepalingen zijn reeds onderzocht door de afdeling Wetgeving van de Raad van State in de volgende adviezen :

- 1/ advies 41.153/2, gegeven op 25 september 2006, over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, de wet betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten, de wet tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij";
- 2/ advies 41.726/2, gegeven op 4 december 2006, over "7 amendementen bij de wet op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers van 7 mei 1999, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen vervangen bij het koninklijk besluit van 29 maart 1994 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 1998, 4 mei 1999, 8 april 2003 en 10 augustus 2005, de wet betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten van 26 juni 1963, de wet tot rationalisering van de werking en het beheer van de nationale loterij van 19 april 2002".

.../...

Naar deze adviezen wordt verwezen. De steller van het voorontwerp wordt bijgevolg verzocht deze adviezen bij het onderhavige wetsontwerp te voegen wanneer dit bij het Parlement zal worden ingediend; hij moet er eveneens de teksten bijvoegen waarover deze adviezen handelen en moet een overeenstemmingstabel opmaken dat het onderzoekswerk van de parlementsleden zal vergemakkelijken.

2. De redactionele verzorging van het voorontwerp zou moeten worden verbeterd. Er dient in het bijzonder te worden toegezien op de overeenstemming tussen de Nederlandse en Franse versie, op de eenvormigheid van de terminologie van de bepalingen die dezelfde regels bevatten en op de naleving van de wetgevingstechnische regels ¹. Er zullen enkele voorbeelden van een gebrekkige redactie worden gegeven.

3. Onder voorbehoud van deze opmerkingen worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 3 (wijziging van artikel 2 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers)

1. De Raad van State vraagt zich af of in het ontworpen onderdeel 8/ de woorden "waarvan de maatschappelijke zetel van de exploitant of uitgever gevestigd is in de Europese Unie" uitsluitend van toepassing zijn op dagbladen en tijdschriften dan wel eveneens op radio- en televisiezenders.

⁽¹⁾ Zo, bijvoorbeeld, moet voor de nieuwe artikelen de Latijnse nummering (*bis*, *ter*, enz.) worden opgegeven ten voordele van de nummering die wordt aanbevolen in de handleiding wetgevingstechniek van de Raad van State, *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 123, www.raadvst-consetat.be.

In het tweede geval zou het voorontwerp bedekt te kennen geven dat de gemeenschappen bevoegd zijn om elk radio- of televisiestation te erkennen waarvan de maatschappelijke zetel van de exploitant of de uitgever in de Europese Unie gevestigd is, wat niet het geval is.

2. Het voorontwerp heeft betrekking op "elke door de Gemeenschappen erkende radio- of televisiezender".

Het begrip "erkenning" stemt niet in alle gevallen overeen met het huidige mediarecht van de drie gemeenschappen.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden "door de Gemeenschappen erkende" dienen te vervallen.

Artikel 4, 4/
(ontworpen artikel 3, tweede lid, van dezelfde wet)

Tenzij nauwkeuriger wordt vermeld wat de Koning kan bepalen, parafraseert het ontworpen tweede lid nodeloos artikel 108 van de Grondwet en dient het te vervallen.

Artikel 5 (wijziging van artikel 3bis)

In de inleidende zin is het onnodig te vermelden dat de wijziging op het eerste lid betrekking heeft. Sedert de nietigverklaring van het tweede lid bij arrest nr. 33/2004 van 10 maart 2004 van het Grondwettelijk Hof, is artikel 3bis immers niet meer in leden onderverdeeld.

Artikel 6 (ontworpen artikel 4)

Paragraaf 2, tweede lid, bepaalt :

"De Koning kan bij een in ministerraad overlegd besluit desgevallend nadere voorwaarden bepalen waaronder deze verboden van toepassing zijn."

Aangezien op de overtreding van de verbodsbepalingen waarin het ontworpen artikel 4, § 2, eerste lid, voorziet, straf wordt gesteld krachtens artikel 64 van de voormelde wet van 7 mei 1999, zoals gewijzigd bij artikel 60 van het onderzochte voorontwerp, wordt met een dergelijke machtiging aan de Koning het beginsel van de wettelijkheid van de tenlasteleggingen niet nageleefd.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat dit lid behoort te vervallen.

Artikel 7

In de Franse versie behoren de woorden "cette loi" te worden vervangen door de woorden "la présente loi".

Dezelfde opmerking geldt voor verdere bepalingen in het voorontwerp.

Artikel 8, 2/ (ontworpen artikel 6, tweede lid)

Het tweede lid bepaalt: "Het aantal is beperkt" en "De Koning kan een procedure uitwerken voor de behandeling van de aanvraagdossiers in overtal".

Er moet nauwkeuriger worden aangegeven wat beperkt is. De Raad van State veronderstelt dat het om het aantal inrichtingen gaat.

Bovendien kan de wetgever de Koning niet machtigen de procedure voor de behandeling van de aanvraagdossiers in overtal uit te werken, zonder vooraf zelf de toepasselijke beginselen ter zake te hebben bepaald.

.../...

Het voorontwerp moet derhalve worden aangevuld.

Artikel 9

In onderdeel 4/ zou de tekst duidelijker moeten aangeven dat hij niet op de weddenschappen betrekking heeft, overeenkomstig de uitleg die in de bespreking van het artikel wordt gegeven.

Artikel 11 (wijziging van artikel 10)

1. In de memorie van toelichting moet worden uitgelegd om welke reden de functie van plaatsvervangend voorzitter van de Commissie wordt opgeheven.

2. Paragraaf 2, tweede lid, bepaalt: "op voordracht van de betrokken minister, kan het mandaat te allen tijde [door de Koning] worden beëindigd".

Deze mogelijkheid tot afzetting *ad nutum* is onverenigbaar met de onafhankelijkheid van de Commissie die is vastgelegd bij de ontworpen paragraaf 6 van artikel 10.

3. De bij onderdeel 4/ ingevoerde wijziging zou beter in paragraaf 3, vierde lid, en niet in paragraaf 3, tweede lid, worden opgenomen.

4. In onderdeel 7/ (ontworpen paragraaf 4) moet de Franse versie met de Nederlandse versie in overeenstemming worden gebracht.

5. De Raad van State ziet niet het nut in van de ontworpen paragraaf 4, tweede lid. Wordt het taalevenwicht immers niet verzekerd door artikel 10, § 2, van de voornoemde wet van 7 mei 1999, dat door het voorontwerp niet wordt gewijzigd ?

.../...

In ieder geval behoort het woord "gewone" te vervallen. Deze opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 15^{sexies}, § 2.

Artikel 12 (ontworpen artikel 11)

Het tweede lid lijkt overbodig, aangezien het derde lid overlapt, dat bovendien vollediger is.

Het tweede lid moet bijgevolg vervallen.

In het derde lid, dat het tweede lid wordt, moet eveneens de voorzitter worden vermeld.

Artikel 15 (wijziging van artikel 15)

De Franse versie van onderdeel 1/ behoort te worden herzien om beter aan te geven welke woorden van de huidige tekst van artikel 15, § 1, tweede lid, van de voormelde wet van 7 mei 1999 moeten worden geschrapt.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 45.

Artikel 16 (ontworpen artikel 15^{bis})

De Franse versie moet worden aangepast om ze met de Nederlandse versie in overeenstemming te brengen.

Artikel 18 (ontworpen artikel 15^{quater})

De ontworpen paragraaf 3 bepaalt : "De administratieve geldboeten worden opgelegd door de commissie op advies van daartoe door de Koning aangewezen ambtenaren".

In de bespreking van het artikel wordt over deze bepaling geen uitleg gegeven.

Het is de commissie die de geldboete oplegt. De vraag wie haar beslissing voorbereidt, is een kwestie van interne organisatie die niet in het voorontwerp van wet thuishoort.

Artikel 21 (ontworpen artikel 15septies)

Er moet worden aangegeven op welk ogenblik de termijn ingaat wanneer de verweermiddelen schriftelijk worden voorgedragen.

Artikel 22 (ontworpen artikel 15octies)

In de memorie van toelichting moet worden vermeld dat de rechtbank van eerste aanleg een controle met volle rechtsmacht uitoefent.

Artikel 32 (wijziging van artikel 32)

Onderdeel 2/ van de ontworpen bepaling, vooral in de Franse versie ervan, is niet zeer duidelijk. Het is eenvoudiger het volgende te schrijven :

"De kansspelinrichtingen en kansspelen waarvoor een vergunning is verleend daadwerkelijk exploiteren."

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 35 (ontworpen artikel 37, eerste lid, punt 5) en 40 (ontworpen artikel 43septies, punt 5).

Artikel 39

Een afdeling ("section") wordt onderverdeeld in onderafdelingen ("sous-sections") en niet in "onderverdelingen" ("subdivisions"). De Franse tekst moet dus worden aangepast.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 40 en 41 van het voorontwerp.

Artikel 39 (ontworpen artikel 43^{ter})

Het ontworpen onderdeel 4/, tweede zin, bepaalt : "De aanneming van deze weddenschappen is voorbehouden aan de exploitanten van de daartoe toegelaten agentschappen". In geen enkele bepaling van het voorontwerp wordt echter gewag gemaakt van een bijzondere machtiging voor "agentschappen" die met deze soort van weddenschappen werken.

Artikel 39 (ontworpen artikel 43^{quater})

1. In de ontworpen paragraaf 2 moeten in het voorontwerp van wet zelf in ieder geval de hoofdbestanddelen van de selectiecriteria worden bepaald.

2. De vraag is of het niet verkieslijk zou zijn de bepalingen van paragraaf 3 in het ontworpen artikel 43^{ter} op te nemen.

3. In de Franse versie van de ontworpen paragraaf 3, 3/, moet worden geschreven: "(...) ne peuvent être organisés que par ou moyennant (...)".

Er moet worden gepreciseerd dat de betrokken vereniging de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk kan aannemen.

Artikel 40 (ontworpen artikel 43^{quinqüies})

In paragraaf 5, tweede lid, *in fine*, is de betekenis van het woord "uitzonderlijk" niet duidelijk ². Het dient te vervallen.

Artikel 41 (ontworpen artikel 43^{septies})

Aangezien het ontworpen artikel 43^{sexies} niet voorziet in het sluiten van een samenwerkingsakkoord met de kansspelcommissie, dient punt 4 te vervallen.

Artikel 42 (ontworpen artikel 43^{nonies})

In de tekst van het voorontwerp moet de in de memorie van toelichting gegeven precisering worden vermeld dat de aanvullende vergunning alleen geldt voor activiteiten van dezelfde aard als die waarvoor de oorspronkelijke vergunning geldt.

Artikel 44

Het voorontwerp bevat geen artikel 43, maar twee artikelen 44.

Het eerste artikel 44 moet derhalve artikel 43 worden.

Artikel 44 (ontworpen artikel 43^{decies})

Er moet worden verwezen naar artikel 2, 8/ en 9/.

⁽²⁾ Vergelijk bijvoorbeeld met het ontworpen artikel 43^{quater}, § 3, 1/, *in fine*.

Artikel 44 (ontworpen artikel 43undecies)

De spelaanbieder wordt omschreven als "elk soort middel waarmee een spel aan de speler wordt aangeboden".

Een dergelijke bepaling is niet verenigbaar met het ontworpen artikel 43^{quaterdecies}, dat bepaalt dat de spelaanbieder over een vergunning G1 moet beschikken. Dit impliceert dat de spelaanbieder als een persoon en niet als een middel moet worden gedefinieerd.

Artikel 44 (ontworpen artikel 43sexiesdecies)

Er moet worden gepreciseerd wie van de operator, de organisator, de spelaanbieder of de facilitator een vergunning G2 moet bezitten.

Artikel 51 (wijzigingen van artikel 52)

In de Franse versie is de voorgestelde wijziging niet duidelijk. De Raad van State plaatst vraagtekens bij het woord "par" waarmee het nieuwe voorgestelde zinsdeel aanvangt.

Bovendien gaat het niet om een goedkeuring, maar om een erkenning.

Artikel 52 (wijzigingen van artikel 54 van dezelfde wet)

1. In onderdeel 2/ is het woord "dit" niet duidelijk. De zin moet duidelijker worden herschreven.

2. In onderdeel 4/ kan de voorgestelde wijziging niet op en correcte wijze in de bestaande tekst worden ingepast.

Dezelfde opmerking geldt voor onderdeel 6/.

3. In onderdeel 4/ is sprake van "kansspelen in de zin van deze wet waarvoor een registratieplicht geldt".

Duidelijkheidshalve moet, op zijn minst in de memorie van toelichting, worden verwezen naar de bepalingen van de wet waarin staat dat er, voor sommige spelen, een registratieplicht bestaat.

4. Ten gevolge van de voorgestelde wijzigingen moet paragraaf 3, punt 5, als volgt worden gelezen :

"De commissie spreekt de uitsluiting uit [van deelname] aan de kansspelen in de zin van deze wet waarvoor een registratieplicht geldt :

5/ van personen die door de commissie werden uitgesloten van deelname aan deze kansspelen".

Een dergelijke redactie lijkt zuiver tautologisch.

Indien het erom gaat de Commissie in staat te stellen sommige personen ambtshalve of op verzoek van derden uit te sluiten op basis van bepaalde criteria, moeten deze worden gepreciseerd.

5. Er bestaat reeds een tweede lid van paragraaf 4. Onderdeel 7/ behoort dienovereenkomstig te worden gecorrigeerd.

Artikel 62 (ontworpen artikel 71bis)

Deze bepaling moet een autonome overgangsbepaling van het voorontwerp vormen en mag niet in de voormelde wet van 7 mei 1999 worden opgenomen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 63 van het voorontwerp (ontworpen artikel 76bis).

De Raad van State vraagt zich bovendien af om welke reden de datum van 1 januari 2010 in aanmerking is genomen.

Artikel 64 (wijziging van het opschrift van hoofdstuk VIII van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen)

In de Franse versie moet worden verwezen naar hoofdstuk VIII van titel III van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

Artikel 65 (wijziging van artikel 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek)

1. Deze wijziging moet worden ingepast vóór de wijziging van het opschrift van hoofdstuk VIII van titel III van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

2. De nog van kracht zijnde wijzigingen die zijn aangebracht in artikel 2, eerste lid, van het genoemde Wetboek moeten worden vermeld.

Artikel 66 (wijziging van artikel 66 van hetzelfde Wetboek)

1. Er moet melding worden gemaakt van de nog van kracht zijnde wijzigingen die in de gewijzigde bepalingen zijn aangebracht.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 67.

2. In onderdeel 3/ schrijve men "§ 3" en niet "§ 3, lid 2".

Artikel 68 (wijziging van de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtleven en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten)

Artikel 12, 1/, van de voornoemde wet van 26 juni 1963 moet worden opgeheven, aangezien artikel 8 van die wet opgeheven is.

Artikel 69 (wijziging van artikel 3, § 1, van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij)

In de inleidende zin :

- a) moet in de Franse versie het correcte opschrift van de wet van 19 april 2002 worden vermeld, namelijk "loi relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale";
- b) dient in de Franse versie uitsluitend naar artikel 3, § 1, (en niet naar artikel 3, § 1, eerste lid,) te worden verwezen;
- c) moet worden vermeld dat dit artikel 3, § 1, gewijzigd is bij de wet van 24 december 2002.

Artikel 70 (wijziging van artikel 6, § 1, van dezelfde wet)

In de inleidende zin moet er rekening mee worden gehouden, enerzijds, dat artikel 6, § 1, niet in leden is onderverdeeld en, anderzijds, dat deze bepaling bij de wet van 24 december 2002 gewijzigd is.

Artikel 71 (wijziging van artikel 21, § 1, tweede lid, van dezelfde wet)

1. Men schrijve "of weddenschappen" en niet "en weddenschappen".

2. De vraag rijst of in artikel 21, § 1, eerste lid, van de wet de verwijzing naar de voornoemde wet van 7 mei 1999 niet dient te worden aangepast aan het nieuwe opschrift van die wet.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS